

# Curriculum Vitae

## Fanny VASSEUR-LAMBRY

Née le 3 août 1971 à Saint-Quentin (Aisne)

Nationalité française

Mariée, trois enfants

Adresse personnelle : 5 résidence du Parc 80260 Montigny-sur-l'Hallue

Tél : 03.22.40.60.86

Adresse courriel : fanny.vasseur@univ-artois.fr

### FORMATION UNIVERSITAIRE

---

- 1991, DEUG Droit, Faculté de Droit d'Amiens, Mention passable
- 1992, Licence Droit privé, Faculté de Droit d'Amiens, Mention AB
- 1993, Maîtrise Droit privé, Faculté de Droit d'Amiens, Mention AB
- 1995, Maîtrise Droit des affaires, Faculté de Droit d'Amiens, Mention B
- 1995, DEA Droit européen, Faculté de Droit d'Amiens, Mention B
- 1999, Doctorat en droit privé, Faculté de Droit d'Amiens, Mention très honorable avec les félicitations du jury.

### THESE

---

Titre : *La famille et la Convention européenne des droits de l'homme*

Sous la direction du Professeur Françoise Dekeuwer-Défossez,

Date et lieu de soutenance : 25 juin 1999, Faculté de Droit d'Amiens

Thèse publiée aux éditions l'Harmattan, collection « logiques juridiques », 2000.

### STATUT ACTUEL

---

**Maître de Conférences en droit privé à la Faculté de Droit à Douai** depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000

**Habilitée à diriger des recherches (HDR)** depuis le 9 novembre 2005.

## **ACTIVITES PEDAGOGIQUES Année 2012/2013**

- Introduction au droit et au droit civil, 1<sup>ère</sup> Année de Licence.
- Droits des personnes et de la famille, 1<sup>ère</sup> Année de Licence.
- Droit de la consommation, Master 1<sup>ère</sup> Année.
- Droit processuel, Master 2 spécialité « Carrières juridiques et judiciaires ».
- Protection des personnes vulnérables, séminaire Master 2 spécialité « Carrières juridiques et judiciaires ».
- Droits des personnes et de la famille, Cours de remise à niveau en Licence professionnelle « Cabinet d’Affaires ».
- Principes fondamentaux gouvernant la protection juridique des majeurs (sources du droit ; protection des droits et libertés du majeur protégé), DU Mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

## **ACTIVITES COMPLEMENTAIRES**

---

### ***Responsabilités administratives, pédagogiques et scientifiques***

- Directrice du Centre Ethique et Procédures de l’Université d’Artois depuis octobre 2012.
- Membre du jury d’examen d’entrée au centre de formation professionnelle notariale de Lille (en qualité de titulaire) depuis septembre 2011.
- Responsable pédagogique du Diplôme universitaire de Mandataire à la protection des majeurs depuis janvier 2010.
- Membre en qualité d’expert du Groupe éthique régional concernant la protection des majeurs depuis septembre 2011.
- Membre (représentant de la société civile) du comité local d’éthique du centre hospitalier de Dechy depuis septembre 2009.
- Directrice de la collection « Droit et sciences économiques » d’Artois Presses universitaires depuis novembre 2005.
- Chargée de mission pour la coordination de la formation universitaire des élèves infirmiers de 9 septembre 2009 à septembre 2012.
- Vice-Doyen de la Faculté de Droit de Douai, en charge du parcours Licence de janvier 2008 à octobre 2012.
- Codirectrice du Centre Ethique et Procédures de l’Université d’Artois de juin 2007 à octobre 2012.

- Directrice du DU « secrétariat juridique » de 2002 à 2005 (date de fermeture du DU).
- Membre de l'Atelier Régional de Jurisprudence de la Cour d'appel de Douai.

### *Activités de Formation, participation à des journées d'études, colloques*

- « La famille demain, mais quelle famille ? L'influence du droit européen », Formation auprès des avocats du barreau de Lille, 16 novembre 2011 et des avocats du barreau d'Amiens, 13 décembre 2011.
- « L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit de la consommation : les pratiques commerciales déloyales », Conférence/ formation auprès des avocats du barreau de Douai, 27 juin 2011.
- « Le positionnement du législateur face à la fin de vie », Intervention colloque Rennes les 27 et 28 mai 2011, De la conception à la mort ; Du droit de disposer de soi-même, Journées d'études en l'honneur de Jean Pradel organisé par le Master 2 Psycho-criminologie et victimologie.
- « La prestation compensatoire », Formation auprès des JAF du ressort de la Cour d'Appel de Douai, le 21 mars 2011.
- Conférencière auprès du centre de formation des cadres de Santé de la Croix Rouge de Douai depuis 2002 : sur le thème de « **l'éthique et les droits du patient** ».
- Organisatrice scientifique du colloque « Les aspects patrimoniaux de la protection des personnes vulnérables dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 », Faculté de Droit de Douai, 4 juin 2009.
- Organisatrice scientifique du colloque « La protection de la personne majeure vulnérable ou comment concilier protection et autonomie ? », Douai, 29 avril 2010.
- Formatrice auprès des personnels de la Préfecture du Pas de Calais (journée du 29 mai 2007) sur le droit de la famille (autorité parentale, nom de famille, égalité des filiations).
- « Les droits du patient – la Maltraitance / la Bientraitance », 3-11 avril 2007, formation auprès de l'IFSI de Béthune.
- « Regard critique sur les fondements et incidences de la réforme du nom de famille », intervention au colloque organisé en l'honneur de Jean Gaudemet : « Familles – parentés – filiation », Paris les 20 et 21 juin 2005 sur le thème.

- « Le rôle de la volonté individuelle dans le récent droit de la famille : analyse des dernières lois en matière de divorce et de nom ». La réforme du nom de famille. Conférence Alexis de Tocqueville, le 9 juin 2005.
- « La réforme du nom de famille », Conférence à l'invitation de la municipalité de Sablé à l'occasion d'une manifestation sur le thème : « Un air de famille », le 23 mars 2004.
- « *La réforme du nom de famille* », intervention à la conférence sur « La réforme du nom de famille », organisée par l'UDAF de la Mayenne, Centre universitaire Jean Monnet, 2 mars 2004.
- Organisation (détermination de la problématique et des principaux thèmes d'intervention) de la Table ronde du jeudi 19 juin 2003 « La responsabilité médicale des professionnels de santé aujourd'hui », sous la présidence de M. Serge Dael (Président de la Cour administrative de Douai). Communication orale sur « Le refus de soins ».
- Participation au colloque organisé par l'UNAFOR : « L'évolution du Droit de la famille, Droits partagés, responsabilités nouvelles », Paris les 16 et 17 mai 2003. Intervention orale et Communication écrite sur « Le nom patronymique ».
- « *La transmission du patrimoine : les droits du conjoint survivant et de l'enfant adultérin* ». Conférence Alexis de Tocqueville, juin 2002.
- « Ethique et droits de l'enfant : Droits et Déclarations ». Conférence Alexis de Tocqueville, avril 2000.

### ***Participation à titre de membre de jury de soutenance de thèses***

- *Le sexe en droit international et européen des droits de l'homme*, thèse soutenue par M. Pascal Lenoir, sous la direction du Professeur Hélène Tigroudja, Université de Lille 2, 24 septembre 2010.
- *L'Islam et la modernité dans le droit de la famille au Maghreb Etude comparative : Algérie, Maroc et Tunisie*, thèse soutenue par Mlle Mariam Monjid, sous la direction du Professeur Jacqueline Pousson-Petit, Université Toulouse I Capitole, 14 décembre 2010.
- *Le régime de la nationalité en droit syrien et en droit français*, thèse soutenue par M. Jame Shadi, sous la direction du Professeur Alain Fenet, Université de Nantes, 7 janvier 2011.
- *L'habitation dans la maison d'autrui – Etude comparée entre le droit français et le droit iranien*, thèse soutenue par Medhi Yousefi Sadeghloo, sous la direction du Professeur Jean-Pierre Marguénaud, Université de Limoges, 25 juin 2012.
- *Légitimité religieuse et transition démocratique – Le cas du Maroc*, thèse soutenue par Karim Badri, sous la direction du Professeur Alain Fenet, Université de Nantes, 28 septembre 2012.

## *Liste des publications*

- ▶ Cass. soc., 13 février 1997 ("La Samaritaine" : licenciement économique, interprétation de l'article L.321-4-1 al.2 du code du travail, loi n°39-121 du 27 janvier 1993, nullité du plan social, nullité de tous les actes subséquents y compris les licenciements eux-mêmes, conséquences de la nullité), *La Vie judiciaire*, semaine du 10 août 1997, n°2678, p. 2;
- ▶ TA Lyon, 6<sup>o</sup> ch., 12 juin 1996, Dame Condé (illégalité de la décision du préfet prescrivant la reconduite à la frontière d'une étrangère vers son pays d'origine, risque d'excision sur la personne de ses deux filles, qualification de l'excision en traitement inhumain et dégradant par le juge administratif, article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme,) *Dalloz*, 1998, Som.com. Droit de l'enfant (LERADP), p. 304-305.
- ▶ Etude intitulée : "La bonne foi dans les relations individuelles de travail", *Les Petites Affiches*, 17 mars 2000, n°389, pp. 4-12.
- ▶ Cass. civ.1<sup>ère</sup>, 16 février 1999 (adoption de l'enfant du conjoint, suspicion de fraude à l'adoption et de convention de mère porteuse, pouvoir du juge d'ordonner un examen des sangs pour prévenir la fraude), Som.com., Droit de l'enfant (LERADP), *Dalloz*, 2000, cahier n°17, p. 170.
- ▶ *La famille et la Convention européenne des droits de l'homme*, préface de Françoise Dekeuwer-Défossez, collection Logiques juridiques, L'Harmattan, décembre 2000, 522 pages.
- ▶ TGI Montpellier, 2 mai 2000 (la réduction de la part successorale de l'enfant adultérin est contraire à la Convention européenne des droits de l'homme), Som.com. Droit de l'enfant (LERADP), *Dalloz*, 2001, p. 2794.
- ▶ CA Douai, 8 juin 2000 (condamnation de la répudiation de droit islamique au nom de la violation des droits de l'homme), *Les Petites affiches*, 9 octobre 2001, n°201, pp. 16-21.
- ▶ Ass.plén., 17 novembre 2000, « arrêt Perruche » (réparation du préjudice de l'enfant empêché de ne pas naître handicapé), Som.com. Droit de l'enfant (LERADP), *Dalloz*, 2001, p. 2796.
- ▶ Recension de l'ouvrage de Marie-Thérèse Meulders-Klein (*La personne La famille Le Droit, Trois décennies de mutations en occident*, Bruylant, LGDJ, 1999) et du Liber Amicorum qui lui est consacré (*Droit comparé des personnes et de la famille*, Bruylant 1998). Ce compte rendu de lecture a été réalisé à la demande de M. Jacques Commaille pour la revue *Droit et Société*, 2001, n°47, pp. 294-299.
- ▶ Cour.EDH, 26 février 2002, arrêt Fretté contre France, commentaire commun de F. Vasseur-Lambry et Manuel Carius, *Les Petites Affiches*, 10 juillet 2002, n°137, pp. 10-27.

- Etude intitulée : « La famille à l'épreuve de la volonté d'harmoniser les valeurs de la civilisation européenne », in *Etudes sur l'élargissement de l'Union européenne*, sous la direction de T. CAO-HUY, CRUCE Amiens, PUF, 2002.
- Civ. 1<sup>ère</sup>, 5 février 2002, (rejet d'une demande de légitimation au motif que celle-ci vise à tourner les restrictions successorales imposées aux enfants adultérins), Som.com. Droit de l'enfant (LERADP), *Dalloz*, 2003, p. 662.
- Commentaire de CA Douai, 13 juin 2002, (non indemnisation de l'enfant né handicapé - handicap congénital non décelé pendant la grossesse) *Bulletin de jurisprudence de la cour d'appel de Douai*, n°1, 2004, p. 42.
- 7 contributions (observations et commentaires essentiellement en droit du travail et droit de la consommation) au *Bulletin de jurisprudence de la cour d'appel de Douai*, n°1, 2004
  - CA Douai, 29 juin 2001, p. 218 ; CA Douai, 31 octobre 2001, 221 ; CA Douai, 31 octobre 2001, p. 207 ; CA Douai, 7 novembre 2002, p. 259 ; CA Douai, 19 décembre 2002, p. 249 ; CA Douai, 24 octobre 2002, p. 25 ; CA Douai, 17 octobre 2002, p.252.
- Commentaire de la loi du 18 juin 2003 relative à la dévolution du nom de famille, *RJPF*, octobre 2003, n°10, p. 6
- CA Paris, 1<sup>ère</sup> ch. C, 29 avril 2003 (condition de modification du patronyme de l'enfant naturel), Som.Com. Droit de l'enfant (LERADP), *Dalloz*, 2004, p. 464.
- Recension de l'ouvrage : *L'identité de la personne humaine, Etude de droit français et de droit comparé*, sous la direction de Jacqueline Pousson-Petit, Bruylant, 2003. Ce compte rendu de lecture a été réalisé à la demande de Jacqueline Pousson-Petit, *Les Petites Affiches*, 6 mai 2004, p. 5.
- « Le nom de famille : réforme achevée ou casse-tête en perspective ? », *RJPF*, février 2005, n°2, p. 6.
- Commentaire de Civ.1<sup>ère</sup>, 22 février 2005 (nom de l'adopté simple), *RJPF*, mai 2005, n°5, p. 8.
- Cass.civ.1<sup>ère</sup>, 18 mai 2005 et 22 novembre 2005 (l'application de la Convention de New York sur les droits de l'enfant), Som.com. *Les petites affiches*, 2006, n°121, p. 15 et s.
- CA Paris, 27 octobre 2007 et TGI Lille 22 mars 2007, (la maternité pour autrui), Som.com., Droit de l'enfant (LERADP), *Les petites affiches*, n°145, 21 juillet 2008.
- « La protection du mode de vie des tziganes par la Cour européenne des droits de l'homme », colloque *Droit, cultures et minorités*, l'Harmattan 2009.
- « Le statut du mineur maghrébin en France », contribution à l'ouvrage collectif *Personne et famille : Regard croisés franco-maghrébins*, sous la direction de J. Pousson-Petit, Centre de Droit comparé de Toulouse, L'Harmattan 2009.

- « Le statut civil du majeur protégé et le droit supranational des droits de l'homme », in colloque *La protection de la personne majeure vulnérable ou comment concilier protection et autonomie ?*, Douai 29 avril 2009, *Droit de la Famille*, n°2, Février 2011, p. 11.
- L'« affiliation » de l'enfant : le pragmatisme du juge des droit fondamentaux : commentaire des arrêts de la CEDH, Grönmark c. Finlande et Backlund c. Finlande, 6 juillet 2010 (action en recherche de paternité – délai pour agir), Som.com., Droit de l'enfant (LERADP), *Les petites affiches*, 30 mai 2011.
- Les messages troublants du juge de la filiation : l'accouchement sous X en question, commentaire comparé CA Angers, 26 janvier 2011 et TGI Metz, 13 décembre 2011, Som.com., Droit de l'enfant (LERADP), *Les petites affiches*, 10 juillet 2012.
- « Fin de vie, dignité et droits de l'homme », in *Liber amicorum - Mélanges en l'honneur de la professeure Françoise Dekeuwer-Défossez*, Montchrétien, 2012.
- Le juge des droits fondamentaux face à la question de l'homoparentalité : Commentaire comparé des arrêts de la CEDH Gas et Dubois c/ France, Req. n°25951/07, 15 mars 2012 et X et a c/ Autriche, Req. n°19010/07, CEDH, 19 février 2013, à paraître.

